

OUVERTURE DE LA SIXIÈME RÉUNION MINISTÉRIELLE DU GROUPE DES 77, PRÉPARATOIRE À LA SEPTIÈME SESSION DE LA CNUCED, La Havane, le 20 avril 1987 [1]

Date:

20/04/1987

Cher président ;

Chers représentants d'organismes internationaux ;

Honorables délégués des pays membres du Groupe des 77 ;

Honorables invités :

C'est un grand honneur pour Cuba d'accueillir la Sixième Réunion ministérielle du Groupe des 77, préparatoire de la septième session de la CNUCED, qui se tiendra prochainement à Genève. Permettez-moi d'exprimer la volonté invariable de Cuba de contribuer de toutes ses forces au bon déroulement des travaux et au succès de nos débats, dans le cadre de l'unité nécessaire et de la coopération qu'imposent à nos pays les conditions difficiles créées par la situation économique mondiale actuelle.

Cette réunion du Groupe des 77 a lieu à un moment que l'on pourrait qualifier de décisif pour les pays membres. La crise économique et sociale a été, certes, la compagne inséparable du sous-développement, mais elle n'avait jamais été si grave et si profonde. Jamais auparavant les pays du Tiers-monde n'avaient eu à supporter autant de facteurs adverses, qui les placent à la limite de la simple survie. Jamais auparavant l'accès au développement n'avait été si entravé par l'ordre économique international injuste et périmé qui sévit dans le monde.

Lors de la sixième session de la CNUCED, tenue à Belgrade en 1983, l'actuelle administration étasunienne avait clairement rejeté les négociations globales et mésestimé la CNUCED en tant qu'instance de négociation, allant jusqu'à boycotter cette importante institution des Nations Unies. Il apparaissait ainsi clairement, une fois de plus, que les États-Unis ne cessent de vanter les « merveilles » de l'économie de marché tout en continuant d'imposer des mesures protectionnistes injustes et unilatérales ainsi que des politiques d'ajustement du style Fonds monétaire.

Ce sont les pays du Tiers-monde qui ont eu à supporter le fardeau de la crise économique capitaliste des années 80, et durant cette période leurs économies ont évolué de façon tragique. Les cours des produits de base ont chuté à des niveaux sans précédent. La détérioration des termes de l'échange s'est aggravée, et si un certain nombre de pays non exportateurs de pétrole sont parvenus à réduire sensiblement le déficit des comptes courants de leur balance des paiements, ils l'ont fait au détriment d'importations essentielles pour le développement, la production et la consommation, alors que les excédents des pays exportateurs de pétrole se sont transformés en un déficit toujours croissant. Au cours de ces dernières années, la dette extérieure est devenue le problème le plus angoissant de nos pays exploités.

Les phénomènes paradoxaux qui commençaient à se dessiner dans l'économie mondiale et qui révèlent l'absurdité et l'irrationalité de l'ordre économique international en place sont apparus plus clairement

que jamais.

Au cours de ces années cruciales, le pays capitaliste le plus puissant et le plus riche de tous les temps s'est permis de vivre en parasite de l'épargne du reste du monde qui a dû financer non seulement ses déficits budgétaires et commerciaux sans précédent, mais aussi sa course aux armements sans pareille dans l'histoire.

Les retombées de la crise et les politiques économiques négatives mises en œuvre par les puissances capitalistes riches ont conduit le monde à une impasse. On prétend, dans une bonne mesure, que les pays du Tiers-monde, les moins développés sur le plan économique, les plus pauvres, et qui n'ont, soit dit en passant, aucune responsabilité historique, fassent les frais de cette crise.

On assiste au sein des pays capitalistes développés à une tendance protectionniste sans précédent qui démantèle progressivement l'échafaudage du multilatéralisme mis en place dans l'après-guerre et ayant grandement contribué à la libéralisation du commerce mondial. Et ce, juste au moment où nos pays ont le plus besoin de promouvoir leurs exportations et où les politiques de coopération dans un monde si interdépendant, sont plus indispensables que jamais.

Nous, pays à économie sous-développée, créanciers historiques, sur le plan moral et matériel, du monde capitaliste développé dont nous avons été les colonies et auquel nous avons fourni, des siècles durant, une force de travail servile, nous avons recommencé, en tant que prétendus débiteurs et victimes d'un échange inégal impitoyable à financer ce monde développé et riche.

Sur le plan monétaire et financier, la septième session de la CNUCED abordera une situation encore plus critique que celle examinée à Belgrade. Le désordre et l'anarchie ont continué de sévir dans le système monétaire international capitaliste, du fait de l'échec des divers programmes mis en œuvre ces dernières années pour l'assainir. Les États-Unis continuent à manipuler la parité du dollar en fonction de leurs seuls intérêts, profitant sans scrupules du rôle que cette monnaie joue dans l'économie mondiale et ne faisant aucun cas des effets inévitables de telles mesures pour le reste du monde.

Avec la surévaluation du dollar, nos pays ont vu augmenter les coûts du service de la dette facturée dans cette monnaie. Et avec la dévaluation du dollar, nos réserves monétaires chiffrées dans cette monnaie ont perdu de leur valeur, le cours des produits que nous vendons en dollars a baissé tandis que les achats que nous effectuons en Europe occidentale et au Japon ont renchéri. De véritables langues d'Ésope, mais au lieu du meilleur et du pire, pour nous, tout est pire.

D'autre part, même si le taux d'intérêt nominal a baissé dans les pays capitalistes développés, le taux d'intérêt réel y demeure élevé, si bien le taux d'inflation s'y est également réduit au cours de ces années. Toutefois, quoique cette baisse ait eu des répercussions positives pour les pays sous-développés en termes du paiement du service de la dette, celles-ci ont été largement annulées par des facteurs tels que la chute des prix des produits de base, le dumping et les mesures protectionnistes appliquées par les pays capitalistes développés.

Dans les pays du Tiers-monde, contrairement aux pays développés à économie de marché, l'inflation continue de monter en dépit des programmes d'ajustement mis en œuvre. Pour l'ensemble de ces pays, le taux d'inflation est passé de 65,1 p. 100 en 1983 à 152,4 p. 100 en 1985.

Dans le domaine des finances, une fois écoulées les années où le prétendu excédent de liquidités a favorisé l'affluence vers le Tiers-monde de capitaux de prêt en quête de profits introuvables ailleurs, les pays sous-développés n'ont pas seulement enregistré une diminution drastique du flux de ressources financières, mais sont devenus en outre des exportateurs nets de capitaux vers les pays développés. Ainsi, tous les pays sous-développés, qui avaient reçu 10,4 milliards de dollars nets en 1982, l'année antérieure à la session de la CNUCED à Belgrade, ont transféré aux pays développés en 1985 31 milliards de dollars nets. Pour citer un exemple concret de notre région, l'Amérique latine et les Caraïbes, celle-ci a transféré des capitaux nets pour un montant de 16,7 milliards de dollars en 1982, de

25,9 milliards en 1983, de 23,2 milliards en 1984, de 30 milliards en 1985 et de 23,2 milliards en 1986. Soit presque 120 milliards de dollars en cinq ans seulement. Sans compter, évidemment, les pertes dues à la détérioration des termes de l'échange et à la fuite des capitaux.

La dette extérieure du Tiers-monde et le pillage croissant des ressources financières qu'impliquait son service pour nos peuples suscitaient déjà les préoccupations de beaucoup en 1983 et même avant. Depuis, la situation s'est dramatiquement aggravée. Ce que certains avaient taxé de prédictions catastrophiques constitue aujourd'hui une amère réalité. Ce qui semblait alors une lointaine éventualité, à savoir l'impossibilité d'honorer cette dette, est maintenant quelque chose d'incontestable.

Cette dette est passée de 871 milliards de dollars en 1983 à un peu plus d'un billion en 1980, tandis que son service annuel s'est élevé de 88,767 milliards à un montant estimé à plus de 118 milliards dans la même période. La dette a atteint une envergure telle que, même à supposer qu'on balaye la terrible réalité et qu'on rêve aux conditions suivantes : un délai de grâce de vingt ans pour le paiement du principal, un taux d'intérêt bloqué au niveau annuel de 6%, un paiement des intérêts limité à 10 p. 100 de la valeur des exportations qui augmenteraient à leur tour à une moyenne annuelle insolite de 10 p. 100 pendant vingt ans d'affilée, une dette totale stagnant absolument au niveau actuel, les pays du Tiers-monde auraient déboursé au bout de cette période une quantité supérieure à leur dette actuelle et continueraient de devoir pratiquement autant que maintenant.

Bref, même en rêve, la dette est impossible à honorer.

Si, s'efforçant de payer le service de la dette, nos pays ont parfois enregistré des soldes commerciaux favorables, c'est parce qu'ils ont restreint au minimum leurs importations puisque les prix de nos exportations se sont effondrés ces années-ci et que les marchés où nous écouillons nos produits ont été fermés derrière de sévères barrières protectionnistes par ceux-là mêmes qui exigent que nous payions rubis sur l'ongle. Si plus nous remboursons et plus nous devons, c'est parce que les grandes puissances capitalistes concertent des manipulations monétaires qui nous dépouillent de nos maigres ressources, c'est parce que la banque transnationale nous coupe les crédits lorsqu'ils nous sont le plus nécessaires ou nous les accorde dans des conditions qui n'ont rien à envier à l'usure moyenâgeuse.

Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ces institutions financières de l'impérialisme qui ont censément opéré des changements pour adopter une attitude plus souple, ont continué, ces quatre dernières années, d'imposer au monde économiquement sous-développé des politiques d'ajustement visant à assurer par-dessus tout et quel qu'en soit le coût, le paiement du service de la dette. Les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale ont également servi au lancement d'initiatives telles que le Plan Baker, qui vise à mieux exploiter le Tiers-monde sous le couvert d'une prétendue aide financière supplémentaire à un groupe sélect de pays débiteurs.

La réunion de printemps du Comité intérimaire du FMI a mis en lumière la persistance des approches traditionnelles puisque les demandes du Groupe des 24 ont été une fois de plus ignorées et qu'on n'a accepté qu'une révision hypothétique de quelques aspects de la conditionnalité que le FMI applique à ses crédits. La seule nouveauté de cette réunion, c'est qu'on a prétendu transformer le remboursement de la dette en une version moderne d'embargo de nos maigres richesses moyennant ce qu'on appelle « la transformation de la dette en capital ». Ce n'est pas assez que nous renégociions nos paiements en hypothéquant notre avenir. Ce n'est pas assez du pillage des ressources financières que nous n'avons même pas. On prétend maintenant, par-dessus le marché, nous voler aussi nos entreprises, nos terres, nos industries, nos mines, qui deviendraient des propriétés étrangères. Nous perdrons le contrôle de nos économies et l'extraction de juteux bénéfices de la part des transnationales se substituerait au paiement du service de la dette.

Et ce, au nom d'une approche cynique qui combinerait paiement de la dette et développement. La « transformation de la dette en capital » démontre de façon éloquent de quoi sont capables ces créanciers sans scrupules, qui nous ont donné des monnaies dévaluées pour encaisser après ces mêmes monnaies surévaluées, qui manipulent à leur guise les taux d'intérêt et les cours de nos

produits, qui nous ferment leurs marchés, qui nous exploitent par tous les moyens et qui, maintenant, veulent en plus s'emparer directement de nos richesses nationales.

Au milieu de cette crise sans précédent, le commerce international – thème traditionnel dans les délibérations de la CNUCED – est marqué par trois facteurs très défavorables à nos pays : la chute des cours des produits de base, l'aggravation de l'échange inégal et la recrudescence du protectionnisme.

Les cours des produits de base, lesquels représentent toujours les deux tiers des recettes d'exportation du Tiers-monde, ont enregistré ces dernières années un véritable effondrement, entraînant une catastrophe économique pour la grande majorité des pays qui en dépendent. De 1980 à 1986, l'indice des prix réels calculé pour les produits de base par la Banque mondiale s'est détérioré de 30 p. 100, atteignant ainsi le niveau le plus bas depuis la crise des années 30.

Selon les estimations datant de la fin de 1985, la chute des cours des produits de base enregistrée au cours de cette seule année a représenté un transfert de 65 milliards de dollars des pays appauvris et endettés du Tiers-monde vers les pays capitalistes développés, ce qui représente un apport équivalent au quart de leur taux de croissance de cette année-là.

Cette situation désastreuse, à un moment où ces pays doivent impérieusement élever leurs recettes d'exportation pour faire face à la crise, s'explique en partie, incontestablement, par la réduction de la demande qu'a entraînée la politique de récession imposée par les États-Unis, mais aussi par le contrôle qu'exercent toujours les sociétés transnationales sur la commercialisation des produits de base, transport y compris, un contrôle qui dépasse 80 p. 100 pour la grande majorité de ces produits, voire 90 p. 100 dans certains cas.

A la brusque dégringolade des cours des produits de base, s'ajoute la violente réduction de leur pouvoir d'achat à l'exportation en raison du renchérissement des produits manufacturés que nous importons, un phénomène pervers dit échange inégal qui suffirait à lui seul à démontrer que les pays du Tiers-monde sont bel et bien les créanciers, si l'on tient compte de ce qu'on leur a arraché par cette voie.

Dans le rapport présenté en 1983 au septième Sommet du Mouvement des pays non alignés, j'ai donné des exemples qui illustraient cet échange inégal durant la période 1959-1982. Permettez-moi de reprendre ces exemples et de donner des chiffres plus récents pour prouver qu'au cours des cinq dernières années la situation s'est aggravée de façon alarmante :

En 1959, il fallait vendre 24 tonnes de sucre pour acheter un tracteur de 60 CV, mais 115 fin 1982. En 1987, il faut en vendre 133.

En 1959, il fallait vendre 6 tonnes de fibre de jute pour acheter un camion de 7-8 tonnes, mais 26 fin 1982. En 1987, il faut en vendre près de 54.

En vendant une tonne de fil-machine de cuivre, on pouvait acheter 39 tubes de rayons X à usage médical en 1959, mais seulement 3 fin 1982. En 1987, il n'est même plus possible d'en acheter un seul.

Le Fonds monétaire international lui-même a reconnu récemment que le Tiers monde avait perdu environ 100 milliards de dollars en 1986 du fait de l'échange inégal.

Les biens exportés par le Tiers-monde sont produits bien souvent à la main, au cours de journées de travail de douze à quatorze heures, par des hommes, des femmes, des personnes âgées et des enfants qui perçoivent des salaires de misère, qui sont privés d'assistance médicale et d'allocations-chômage, dont la moyenne de vie est parfois inférieure à quarante ans, qui n'ont pas reçu d'éducation et qui n'ont même aucun espoir. Ces biens sont échangés contre des produits finis fabriqués avec une technologie de pointe, et qui incluent d'importants profits et des salaires élevés ; autrement dit, aux prix qu'on nous fait payer, nous remboursons les bénéfices des entreprises, les salaires élevés, les impôts, les allocations-chômage, la retraite, les prestations sociales, la publicité et même une partie des dépenses

militaires.

De son côté, le protectionnisme continue de grandir sans borne. Les Nations Unies estiment que la moitié des exportations latino-américaines se heurtent à une forme de restriction quelconque aux États-Unis, au sein de la Communauté économique européenne et au Japon. De 1980 à 1985, les États-Unis et la Communauté économique européenne ont consacré chacun environ 60 milliards de dollars à la subvention et au soutien des prix des produits agricoles, et le Japon, environ 51 milliards de 1980 à 1983. Un large éventail de postes d'exportation, dont les textiles, les chaussures, l'acier, les appareils électroménagers et bon nombre de produits agricoles, se heurtent à un véritable rempart de barrières protectionnistes.

Le traitement réservé au sucre est un exemple cruel de protectionnisme, d'influence des transnationales sur le sort de nombreux pays exportateurs et d'application des subventions. En 1981, les États-Unis importaient 5 millions de tonnes de sucre ; ils en importent moins d'un million et demi en 1986. La fermeture violente du marché sucrier étasunien répond à des décisions adoptées par quelques entreprises monopolistes, qui ont remplacé le sucre par d'autres édulcorants sans tenir compte du fait qu'elles condamnaient à la ruine leurs fournisseurs traditionnels. Pour sa part, la Communauté économique européenne s'est transformée en très peu de temps d'importatrice de sucre en exportatrice qui réclame des contingents de cinq millions de tonnes sur le marché mondial et qui, par ses prétentions, a contribué sans aucun scrupule à faire échouer la ratification de l'Accord international sur le sucre. A cette fin, elle subventionne des producteurs inefficaces et impose des barrières protectionnistes.

D'autres produits de base menacent d'être remplacés par des produits chimiques, comme c'est le cas des fibres, du caoutchouc et d'autres, entraînant la ruine des pays exportateurs. Cet exemple met crûment en lumière toute l'injustice de l'ordre économique international actuel. Qu'un pays développé ou un groupe d'entre eux puisse adopter sans crier gare une décision qui condamne des millions de personnes à la faim, voilà qui est tout simplement inhumain et intolérable ! Il faut lutter pour l'implantation de normes internationales relatives à l'apparition de produits de substitution, à leurs conditions et délais d'application, pour que les pays touchés puissent réorienter leurs exportations ou en transformer la structure, et à la coopération nécessaire à cette fin.

La loi actuelle des États-Unis sur le commerce, qui combine la rhétorique à propos des « merveilles » du marché avec d'agressives dispositions protectionnistes, n'a pas fait que stimuler ces dernières : elle offre aussi une base au renforcement de la vague protectionniste. Elle prône une réciprocité fondée sur la menace de représailles et valable non seulement pour le commerce de biens, mais aussi pour les investissements de capitaux et les services. Elle confère au président des États-Unis les facultés nécessaires pour appliquer des mesures dans des domaines aussi intimement liés à la souveraineté nationale que les politiques de développement industriel, les règles pour le contrôle du capital étranger, la politique de promotion des exportations et la politique à l'égard du secteur public.

Les revendications commerciales du Tiers-monde sont aujourd'hui plus ignorées et plus rejetées que lors de la session de la CNUCED tenue à Belgrade en 1983, car les États-Unis ont pris la tête de la résistance à la mise en œuvre du Programme intégré des produits de base et du Fonds commun, et les accords dans ce domaine sont en pleine crise. Les négociations commerciales auxquelles nous avons été convoqués n'ont pas été conçues pour examiner nos demandes, mais pour analyser la question du commerce des services, d'un grand intérêt pour les pays capitalistes développés en raison de la position dominante qu'ils y occupent déjà et du rôle qu'il est appelé à jouer pour le contrôle des futurs marchés. A cet égard, on ne peut que se préoccuper du fait que les négociations du GATT marquent le pas en raison de la position assumée par les pays capitalistes développés, notamment par les États-Unis, d'autant qu'ils ont violé l'engagement contracté à la réunion ministérielle de Punta del Este de ne pas adopter de nouvelles mesures protectionnistes.

Il dépend de notre unité et de notre capacité d'agir avec intelligence et fermeté que la prochaine série de négociations commerciales multilatérales – connue sous le nom de Cycle d'Uruguay – ne donne pas

aux États-Unis et à leurs principaux alliés l'occasion d'entériner sur le plan juridique la supériorité qu'ils possèdent déjà en matière de commerce des services, au point de faire du secteur tertiaire, avec ses composants stratégiques à technologie de pointe, une chasse gardée où les pays qui aspirent à se développer un jour ne pourront plus pénétrer. Ces négociations commerciales doivent servir à faire reculer la vague protectionniste qui nous ruine, à rejeter les principes de réciprocité par représailles et d'ingérence dans la souveraineté de nos pays figurant dans la Loi sur le commerce extérieur des États-Unis, à renforcer le principe du traitement préférentiel en faveur des pays du Tiers-monde, à combattre la politique de subventions et de dumping, à améliorer les conditions de commercialisation des produits agricoles et des produits de base en général, à donner une impulsion à la mise en œuvre du Programme intégré pour les produits de base et du Fonds commun, et à relancer les accords sur les produits de base.

Face à ces réalités, quel est l'avenir de nos peuples ? En 1985, la population des pays sous-développés représentait plus des trois quarts du total mondial. Selon les calculs, en 2025, 6,779 milliards de personnes vivront dans le tiers monde, soit 83,1 p. 100 de la population de la Terre. Autrement dit, dans les quarante prochaines années, moins qu'une vie d'homme, nos pays auront à relever le défi colossal de nourrir, habiller, scolariser près de quatre-vingts millions d'êtres humains de plus chaque année, ainsi que de leur assurer emploi, logement et services de santé. Nos pays appauvris, endettés et saignés à blanc seront-ils en mesure de le faire ?

Sans parler de l'avenir, le présent est déjà suffisamment dramatique. La crise économique, aggravée dans les pays sous-développés par le fardeau écrasant de la dette et par le brutal pillage de l'échange inégal, représente pour le Tiers-monde un coût social terrible qui se traduit par près d'un milliard d'affamés, 185 millions d'enfants souffrant de dénutrition, plus de 500 millions de chômeurs et de sous-employés, 857 millions d'illettrés, un taux de mortalité infantile huit fois supérieur à celui des pays développés. Ces chiffres et d'autres largement connus indiquent que pour d'amples masses d'hommes, de femmes et d'enfants du Tiers-monde, la crise économique imposée à nos pays se traduit aujourd'hui par plus de faim, plus de pauvreté, plus d'ignorance, plus de maladie et de décès, plus de désespoir.

Les pays que l'on qualifie par euphémisme de moins avancés sont passés de trente et un à quarante de 1980 à 1986. La situation y étant encore plus critique, les véritables solutions y sont d'autant plus impérieuses.

Au cours de ces dernières années, multiples ont été les théories cherchant à nous expliquer comment sortir de la crise sans modifier en rien l'ordre économique international injuste auquel nous sommes confrontés. Une des thèses les plus en vogue soutient que le redressement économique des pays capitalistes développés nous entraînera dans son sillage, grâce à la magie du marché.

Qu'est-il advenu en réalité ? Après un redressement économique partiel et instable en 1984, les taux de croissance des pays de l'OCDE ont chuté de 4,7 p. 100 cette année-là à 3 p. 100 en 1985 et à 2,5 p. 100 en 1986, et les prévisions les plus optimistes font état de 2,8 p. 100 pour l'année en cours. De leur côté, ceux du Tiers-monde ont été de 2 p. 100 en 1984, de 2,4 p. 100 en 1985, avec une estimation de 3 p. 100 en 1986 et une perspective semblable pour 1987. Cette croissance insuffisante a été de surcroît distribuée de manière inégale. Le fait est que de 1981 à 1986, le revenu par habitant a diminué de manière presque générale.

On a assisté également ces dernières années à une concentration croissante de la prise de décisions sur des questions de portée mondiale aux mains d'un groupe réduit de pays développés qui s'arrogent le droit de disposer du sort de nos peuples. A preuve, les Sommets économiques qui se tiennent depuis 1976, et plus récemment nous avons assisté à la naissance du Groupe des 5, encore plus sélect.

Pour sortir de la grave crise économique et sociale dans laquelle il est plongé, le Tiers-monde ne peut se contenter d'attendre les impulsions externes en provenance des pays capitalistes développés. La coopération internationale s'impose plus que jamais. Notre détermination et nos actions énergiques et concertées sont toutefois notre meilleur atout pour modifier l'angoissante situation actuelle.

D'où peuvent venir les ressources dont le Tiers-monde a besoin pour son développement ? En premier lieu, des importants transferts de capitaux que nous effectuons à destination du monde capitaliste développé à travers le service de la dette extérieure et de la détérioration brutale des termes de l'échange qui nous ont été imposés. Cela exige l'annulation totale de la dette extérieure, tant de fois soldée par anticipation durant des siècles d'esclavage, de colonialisme et de néo-colonialisme, et aussi l'instauration du Nouvel Ordre économique international, adopté à la quasi-unanimité par les Nations Unies. Qu'on abolisse la dette dès demain et très vite la situation serait identique ou pire si les relations internationales actuelles se maintenaient. Il faut éliminer la dette mais aussi ses piliers et ses causes fondamentales : l'échange inégal, le protectionnisme, le dumping et les manipulations financières et monétaires dont nous sommes constamment victimes.

Le monde capitaliste développé a en outre contracté une grande dette historique et morale envers les pays qui sont restés à la traîne sur le plan économique, car c'est de notre sueur et de notre sang qu'ont surgi les richesses qui ont financé son développement. C'est bel et bien lui le principal coupable de notre sous-développement économique, et cette dette-là doit être honorée. Mais la coopération internationale dans la lutte contre le sous-développement n'est pas seulement une dette des anciennes métropoles, c'est aussi un devoir solidaire et moral de tous les pays développés, capitalistes ou socialistes ; c'est même un devoir des pays du Tiers-monde relativement plus développés vis-à-vis des moins avancés.

La coopération Sud-Sud offre également un autre potentiel de lutte contre le sous-développement. Cuba a beau être un petit pays du Tiers-monde, plus de deux mille de ses médecins et techniciens de la santé coopèrent gratuitement dans des dizaines de pays frères, soit plus que ceux qui travaillent au titre de l'Organisation mondiale de la santé, ainsi que des milliers de spécialistes et de techniciens en matière d'éducation, d'économie et d'autres secteurs.

Plus de vingt-deux mille jeunes du Tiers-monde y font des études entièrement gratuites.

Nos pays peuvent échanger des technologies, coopérer largement en agriculture – nouvelles semences, nouvelles races animales, nouvelles techniques – ainsi que dans l'industrie, la santé et l'éducation. Nous pouvons stimuler le commerce dans des conditions favorables, voire mobiliser et conjuguer des ressources économiques.

Mais, dans cette lutte contre le sous-développement, où trouver les ressources presque inépuisables qui permettraient d'annuler les dettes sans ruiner les banques créancières, d'éliminer l'échange inégal et d'instaurer le Nouvel Ordre économique international sans le moindre sacrifice ou la moindre augmentation d'impôts pour les citoyens des pays capitalistes développés, voire d'annuler la dette historique du tiers monde ? Ces ressources existent : les dépenses militaires.

Cette activité mortelle et insane engloutit annuellement un billion de dollars et, au rythme actuel, en engloutira dix-sept d'ici à l'an 2000. Comment peut-on affirmer que les ressources manquent pour instaurer une plus grande justice économique dans le monde ? Il suffirait de changer ce qui est irrationnel par ce qui est élémentairement rationnel ; il suffirait d'un peu de morale et de sens des responsabilités.

Voilà pourquoi j'ai dit maintes fois que la paix et le développement sont indissolublement liés.

On a appris ces jours-ci que des progrès avaient été faits quant à un accord éventuel sur des missiles balistiques à portée intermédiaire en Europe. Si cela n'en reste pas au stade du vœu pieux, ce pourrait être un excellent pas en avant vers la cessation de la course aux armements et l'élimination totale des armes nucléaires.

Une partie importante de ces ressources doit être consacrée au développement du Tiers-monde. Il faut le dire d'ores et déjà. Si les grandes puissances militaires voyaient s'évanouir le cauchemar de la

catastrophe nucléaire – qui n'épargnerait personne, bien entendu – les peuples du Tiers-monde pourraient alors à juste titre nourrir l'espoir de voir s'évanouir également le cauchemar de la catastrophe que la disette, la maladie, l'abandon, ainsi que la carence de toit, d'emploi et de conditions de vie les plus élémentaires représentent déjà pour des centaines de millions d'enfants, de jeunes, de femmes, d'hommes et de personnes âgées.

Tous les peuples sans exception ont droit à la paix et à une vie digne et décente. Mais cela ne se fera pas par génération spontanée. A l'instar de toutes les grandes conquêtes du genre humain, il y faudra notre unité, nos efforts et notre ténacité. Nous sommes l'immense majorité de l'humanité, et notre cause, parce que juste peut gagner le soutien de larges secteurs de l'opinion publique mondiale, et même des peuples des puissances économiques qui nous pillent aujourd'hui.

A l'heure actuelle, le monde capitaliste développé souffre un terrible chômage, une sous-utilisation considérable de ses capacités industrielles et d'autres maux sociaux et économiques qui se résorberaient dans une bonne mesure si le Tiers-monde pouvait accroître son pouvoir d'achat.

Il ne serait pas difficile de démontrer que le développement soutenu et stable de l'économie mondiale passe inévitablement par la solution des problèmes du Tiers-monde.

S'il est vrai que sans paix, il n'y aura pas de développement, il est tout aussi vrai que sans développement pour les quatre cinquièmes de la population mondiale, il ne peut y avoir de paix.

Lutter pour notre développement, c'est donc lutter pour la paix et le bien-être de tous les peuples du monde. C'est pourquoi notre mot d'ordre doit être de lutter sans relâche pour nos justes et nobles revendications.

Je l'ai dit voilà quatre ans en présentant mon rapport au Sommet de New Delhi. Aujourd'hui, face à la gravité de la crise, je le réaffirme et ratifie avec plus de conviction que jamais, dans le ferme espoir que nous saurons le faire, unis et décidés, pour garantir notre droit à l'avenir, pour occuper notre position dans le monde et notre place dans l'histoire.

Je vous remercie.

VERSIONES TAQUIGRAFICAS - CONSEJO DE ESTADO

Source URL: <http://www.fidelcastroruz.name/fr/discursos/ouverture-de-la-sixieme-reunion-ministerielle-du-groupe-des-77-preparatoire-la-septieme?width=600&height=600>

Liens

[1] <http://www.fidelcastroruz.name/fr/discursos/ouverture-de-la-sixieme-reunion-ministerielle-du-groupe-des-77-preparatoire-la-septieme>